

# statuts de la maison populaire

## Art. 1

Il est formé à Montreuil une association d'éducation populaire régie par la Loi du 1er Juillet 1901 et dénommée «Maison Populaire pour la Culture et les Loisirs». Son siège est établi à Montreuil, dans un local mis à sa disposition par la Municipalité et sis 9 bis, rue Dombasle. La durée de l'Association est illimitée.

## Art. 2

L'association a pour but l'organisation de l'éducation permanente et des loisirs. Elle développe des efforts particuliers pour permettre à tous l'accès à la culture. Pour atteindre son objectif, elle organise des représentations, des conférences, des débats, des activités de détente et de formation sous les formes jugées adéquates par le Conseil d'Administration.

Elle poursuivra la réalisation de ses buts culturels en se gardant de remplacer l'État dans les tâches éducatives relevant de l'Éducation Nationale, que celui-ci doit assumer.

## Art. 3

«La Maison Populaire pour la Culture et les Loisirs» est mixte et ouverte à titre individuel à tous les montreuillois et les montreuilloises, jeunes ou adultes, travaillant ou résidant à Montreuil. La Maison Populaire est laïque, c'est à dire respectueuse des convictions personnelles. Elle s'interdit toute attache avec un parti ou une confession. Elle peut adhérer à toute Fédération dans le respect des présents statuts.

## Art. 4

L'association se compose de membres adhérents.

## Art. 5

La qualité de Membre de l'Association se perd :

- par démission,
- par radiation prononcée par le Conseil d'Administration pour non paiement des cotisations, motif grave, non respect des statuts, le membre intéressé ayant été préalablement entendu par le Conseil d'Administration.
- lors du départ de l'adhérent.

## ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT

### Art. 6

L'association est gérée par un Conseil d'Administration, avec l'égal accès des hommes et des femmes, qui comprend :

1. Des membres de droit
  - le maire ou son représentant,
  - quatre conseillers municipaux délégués à la Maison Populaire,
  - l'inspecteur de la Jeunesse et des Sports,
  - le représentant de la F. F. M. J.C.
  - le directeur des Affaires Culturelles,
  - le directeur de la Maison Populaire,
  - le représentant des salariés de la Maison Populaire,
  - deux représentants des vacataires de la Maison Populaire.

2. Des membres associés

Le Conseil d'Administration décide de l'admission des nouvelles organisations ou associations montreuilloises sur proposition du Bureau. La décision du Conseil d'Administration doit être ratifiée par la prochaine Assemblée Générale. Dans ce cadre chaque association a droit à un représentant.

3. Des membres élus par l'Assemblée Générale

Ces derniers ne peuvent être ni salariés de la Maison Populaire, ni vacataires.

Peut faire partie du Conseil d'Administration tout adhérent ayant 16 ans révolus.

Leur nombre est au moins égal au nombre de membres de droit et associés plus 1.

Il peut être supérieur à ce nombre augmenté de 1, par tranche de 100 adhérents au-delà de 1000 adhérents.

- La moitié d'entre eux est élue par l'ensemble des adhérents réunis en Assemblée Générale. Les candidats se présentent sur une liste unique.
- L'autre moitié est élue par les Assemblées Générales de chaque secteur d'activité. Le nombre d'élus possible par secteur est proportionnel au nombre des adhérents inscrits dans les secteurs.

Lors de l'Assemblée Générale chaque adhérent doit voter deux fois : une fois pour la liste unique et une fois sur la liste du secteur dont il fait partie. Si l'adhérent pratique des activités dans différents secteurs, il doit choisir uniquement un secteur.

Tous les membres du Conseil d'Administration ont un droit de vote identique. Le Conseil pouvait provisoirement au remplacement de ses membres et nomme titulaire le suppléant ayant eu le plus de suffrages chaque fois

qu'un nouveau membre associé est admis au Conseil d'Administration. Il est procédé à leur remplacement définitif par la prochaine Assemblée Générale. Les pouvoirs des membres ainsi élus prennent fin à l'époque où devait normalement expirer le mandat des membres remplacés.

Le Conseil d'Administration compte également des membres suppléants, ce sont ceux qui n'ont pas été élus au Conseil d'Administration par l'Assemblée Générale, mais ont obtenu toutefois le tiers des voix.

Les suppléants sont invités au Conseil d'Administration et ont voix consultative - ils ont voix délibérative en l'absence des membres titulaires dans l'ordre où les a placés le suffrage de l'Assemblée Générale.

Le renouvellement des membres élus du Conseil d'Administration a lieu à chaque réunion de l'Assemblée Générale réunie à cet effet.

La qualité de membre élu du Conseil d'Administration se perd à l'issue de deux convocations consécutives restées sans réponse.

Les membres sortants sont rééligibles.

Le Conseil d'Administration établit les orientations.

## LE BUREAU

Le Conseil d'Administration élit en son sein, parmi ses membres majeurs, un président, un vice-président, un secrétaire général, un secrétaire adjoint, un trésorier, un trésorier adjoint, un secrétaire pour chacune des commissions permanentes : action culturelle et activités intérieures, gestion, information, activités de plein air, etc... Ils forment le Bureau.

Le Bureau recueille toutes les suggestions des secrétaires des commissions, prépare les travaux du Conseil d'Administration et veille à la bonne exécution de ces décisions et de ces orientations.

Il est tenu procès-verbal des séances.

Les procès-verbaux sont signés par le président et le secrétaire. Il sont établis sans blancs ni ratures, sur des feuillets numérotés et conservés au siège de l'association.

De même que le Conseil d'Administration oriente et contrôle les activités de l'association entre les Assemblées Générales, le Bureau est chargé des mêmes responsabilités entre les réunions du Conseil d'Administration.

Entre les réunions, le Président est doté du pouvoir de représenter l'association dans tous les actes de la vie civile. Il a notamment qualité pour ester en justice au nom de l'association. Il peut déléguer ce pouvoir à un autre membre du bureau.

En cas de représentation en justice, il ne peut être remplacé que par un mandataire agissant en vertu d'une procuration spéciale. Il rend compte de sa gestion aux séances les plus rapprochées du Bureau et du Conseil d'Administration.

Formation et rôle des commissions

Les commissions ont un rôle consultatif. Dans leur domaine de compétence, elles font des propositions au Bureau habilité à prendre des décisions sous réserve de les soumettre au Conseil d'Administration.

Le secrétaire ouvre le travail de sa commission à tous les membres de l'association qui désirent y participer. Le secrétaire rapporte au bureau les conclusions des travaux de sa commission.

### Art. 7

Le Conseil d'Administration est convoqué par le président. Il se réunit au moins une fois par trimestre, il peut être convoqué par le président à la demande écrite d'un tiers de ces membres.

La présence du tiers au moins de ses membres élus est nécessaire pour la validité des délibérations.

Il est tenu procès verbal des séances.

Les procès-verbaux sont signés par le président et le secrétaire. Il sont établis sans blancs ni ratures, sur des feuillets numérotés et conservés au siège de l'association.

### Art. 8

Les membres du Conseil d'Administration, ceux du Bureau et des commissions confiées.

Toutefois ils peuvent être indemnisés pour leurs frais réels avec approbation de l'Assemblée Générale.

## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

### Art. 9

L'Assemblée Générale de l'association se réunit une fois par an et chaque fois sur demande du Conseil d'Administration ou sur demande écrite au moins du quart de ses membres, adressée au président de l'Association.

Son ordre du jour est réglé par le Conseil d'Administration, son Bureau est celui du Conseil.

Elle entend les rapports sur la gestion du Conseil d'Administration sur la situation financière et morale de l'association.

Elle approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget de l'exercice suivant, délibère sur les questions mises à l'ordre du jour et pouvait s'il y a lieu, au renouvellement des membres du Conseil d'Administration.

Il est tenu procès-verbal des séances.

Les procès-verbaux sont signés par le président et le secrétaire. Il sont établis sans blancs ni ratures, sur des feuillets numérotés et conservés au siège de l'association.

Chaque membre présent ne peut détenir plus d'un pouvoir en sus du sien.

Le rapport annuel et les comptes sont adressés chaque année à tous les membres de l'association.

Seuls les membres de l'association ont accès à l'Assemblée générale.

## RESSOURCES

### Art. 10

Les recettes annuelles de l'association se composent

- des cotisations de ses membres,
- des subventions de l'État, des collectivités territoriales et des établissements publics,
- des ressources créées à titre exceptionnel et, s'il y a lieu, avec l'agrément des autorités compétentes, des dons manuels, des produits des fêtes, concerts, manifestations à titre de participation aux frais.

### Art. 11

L'association pourra posséder des biens immobiliers nécessaires à son fonctionnement et à la réalisation de ses buts.

## ORGANISATION COMPTABLE

### Art. 12

L'association doit tenir une comptabilité conforme au plan comptable.

Les comptes annuels que l'association doit établir chaque année doivent être vérifiés par un Commissaire aux comptes, désigné sur la liste des Commissaires aux comptes du ressort géographique du siège social de l'association.

## MODIFICATION DES STATUTS ET DISSOLUTION

### Art. 13

Les statuts ne peuvent être modifiés que sur proposition du Conseil d'Administration ou du quart des membres dont se compose l'Assemblée Générale, soumise au bureau au moins un mois avant la séance.

L'assemblée doit se composer de la moitié plus un des membres en exercice. Si cette proportion n'est pas atteinte, l'assemblée est convoquée à nouveau, mais à quinze jours au moins d'intervalle et cette fois, elle peut valablement délibérer quel que soit le nombre de membres présents.

### Art. 14

En cas de dissolution, l'Assemblée Générale désigne un ou plusieurs membres chargés de la liquidation des biens de l'association.

Elle attribue l'actif net à la commune de Montreuil à charge pour celle-ci de le reverser à une association de jeunesse, de sports, de loisirs ou à caractère culturel.

**Statuts adoptés par l'Assemblée Générale  
Extraordinaire du 23 Avril 2003**